

Les subsides

M. Lambert (Bellechasse): Oui je suis convaincu qu'il n'y a pas de patronage à cet égard. Qu'on soit bien assuré d'une chose, c'est que s'il y en avait, j'aurais le courage de le dire. Mais je le reconnais très volontiers quand les choses se font d'une façon objective, et il me fait plaisir de le dire.

Je voudrais tout simplement faire remarquer au ministre qu'il y a là-dedans quelque chose de vraiment inacceptable pour l'ensemble de la population, parce que ces prêts sont consentis à un intérêt de 10% p. 100 sur une période de 50 ans. Monsieur le président, je voudrais attirer l'attention du ministre pour lui suggérer que tous les efforts soient déployés afin de permettre de consentir des prêts à ces organisations, que ce soit des organisations au niveau municipal ou au niveau de la coopération, des prêts à un taux d'intérêt inférieur, parce que si l'on fait le calcul bien objectivement et sans passion on reconnaîtra que sur 50 ans des prêts de \$400,000 et de \$500,000 à 10% p. 100 d'intérêt, on va obliger ces corporations, ces organisations, à payer la somme de \$1,500,000 en intérêt, ce qui va tripler le coût de la construction, sans tenir compte de l'entretien, sans tenir compte des choses nécessaires, des dépenses normales pour tâcher de maintenir ces maisons en bonne condition. Alors ce n'est pas étonnant, monsieur le président, qu'avec des taux d'intérêt aussi élevés les gens à faible revenu, même s'ils touchent deux pensions de sécurité de la vieillesse, se trouvent dans une situation pénible. Les administrateurs ne font pas de miracles. Ils sont obligés de demander davantage pour être capables de donner autant qu'on demande. Je vois, monsieur le président, que vous êtes debout et que vous voulez interrompre mon discours. Je vous remercie. J'aurais encore beaucoup de choses à dire mais je veux laisser le temps à d'autres députés de s'exprimer.

● (1410)

[Traduction]

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion de répondre à la motion présentée par l'honorable député de Kingston et les îles (M^{me} Mac Donald) concernant la création de logements convenables à des prix abordables. Je dirai donc que nos objectifs demeurent les mêmes et que la politique que nous avons adoptée est au service de ces objectifs. En effet, le but essentiel du programme de logement du gouvernement à l'heure actuelle est de fournir aux Canadiens des logements à des prix accessibles.

Nous sortons d'un cycle où il y avait beaucoup de logements, où la construction d'habitations atteignait des chiffres record mais à des prix que les gens ne pouvaient payer. Ils se sont soumis aux obligations d'une période d'inflation mais enfin, grâce au Ciel, ils ont dit que cela coûtait trop cher et qu'ils ne voulaient plus payer. Ils ont dit que, lorsque le taux d'intérêt était trop élevé, ils ne le paieraient plus. Le gouvernement, devant cette réaction bien manifeste a pris des mesures, comme il le faut si l'on doit mater la spirale inflationniste et l'escalade continue des prix que nous n'avons tolérées que trop longtemps.

Dire que le gouvernement ne se préoccupe pas ou n'est pas au courant de ce problème démontre un manque d'objectivité. L'habitation jouit d'une extrême priorité pour le gouvernement, les députés le savent bien. La nouvelle mesure, qui pouvait apporter 1 milliard de dollars du secteur privé sur le marché hypothécaire, a été remise d'un jour à l'autre, voire d'une semaine sur l'autre par les députés de l'opposition au comité ...

[M. Lambert (Bellechasse).]

Des voix: Quelle honte!

M. Danson: ... pendant que j'exhortais les membres du comité à s'occuper de la question et à ne pas s'en écarter ou chercher à l'éviter. J'ai dit que j'étais prêt à siéger 24 heures sur 24 et sept jours par semaine, toute la fin de semaine s'il le faut, pour étudier cette mesure. C'est l'une des causes de ce retard: c'est dommage car dans l'intervalle, il a eu des fluctuations sur le marché financier, ce qui, les députés le savent, a influé sur l'afflux d'argent sur le marché hypothécaire. Mais encore une fois, nos programmes visent à attirer ces fonds, à fournir plus de crédits et à faire baisser les taux par des subventions pour que les gens à revenu moyen et bas puissent se permettre d'acheter une maison, car ce sont eux qui en ont le plus besoin.

Le fait que ces programmes marchent si bien semble ennuyer certains députés de l'opposition. J'ai été fort étonné de recevoir certains chiffres récemment qui révélaient à quel point ces programmes étaient populaires auprès de l'industrie du bâtiment et des institutions préteuses. En avril, le nombre de prêts assurés a dépassé 4,000. Ce qui permet de conclure à un chiffre annuel de quelque 60,000 unités. L'an dernier, le nombre d'unités n'avait été que de 25,000. Cela ne donne peut-être pas une image exacte du nombre de mises en chantier dont nous parlons mais révèle que l'industrie reconnaît la valeur des programmes établis aux termes de la loi nationale sur l'habitation et mis en œuvre par la SCHL et qu'elle n'est pas seulement décidée mais aussi désireuse de remplir les conditions requises et de s'assurer aux termes de la loi nationale sur l'habitation.

Le succès remarquable du programme d'aide à l'acquisition d'une maison cause assurément beaucoup de dépit à l'opposition.

Une voix: Il y a beaucoup trop de paperasserie.

M. Danson: Le 15 mai, nous avions dans le cadre du PAAM, engagé 216 millions de dollars pour garantir des prêts à faible intérêt aux familles désireuses de s'acheter une maison. A cette même date, une autre somme de 84 millions de dollars allait être engagée. Ce qui veut dire que très bientôt, nous aurons dépensé tous les crédits prévus pour le programme, soit 350 millions de dollars. Si cela sous-entend de la paperasserie, je me demande ce que nous aurions pu faire sans cela.

On a dit qu'il y avait des règlements fantaisistes concernant le revenu, les normes et le prix des logements; fantaisistes puisque l'industrie du bâtiment avait déclaré auparavant qu'elle ne pouvait bâtir des maisons à ces prix-là. Tout comme le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow), l'industrie se basait sur la moyenne du coût des maisons fournie par la commission des propriétés immobilières. Nous construisons selon la moyenne. Beaucoup de constructeurs étaient bloqués par ces prétenues moyennes de prix. Ils affirmaient ne pas pouvoir bâtir à des prix aussi bas pour les personnes à faible revenu. Qu'est-il arrivé? L'an dernier, après que mon prédécesseur eut lancé le programme doté de 300 millions de dollars et y eut ajouté un autre 150 millions de dollars pour faire au total 450 millions de dollars, ils ont constaté qu'ils pouvaient bâtir des maisons à ces prix-là pour ce groupe de revenus, chose qu'ils n'avaient jamais crue auparavant. Le succès que remporte le programme cette année démontre jusqu'à quel point il est populaire.